



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 11/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/11/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

EDF CETAC VAIRES

16 allée Marcel Paul
77360 Vaires-sur-Marne

Références : E-25\ 2910
N° Hélios : 63102
Code AIOT : 0006512368

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/11/2025 dans l'établissement EDF CETAC VAIRES implanté 16 Allée Marcel Paul 77360 Vaires-sur-Marne. L'inspection a été annoncée le 09/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Inspection AIR et traitement des suites des anciennes inspections sur la même thématique.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EDF CETAC VAIRES
- 16 Allée Marcel Paul 77360 Vaires-sur-Marne
- Code AIOT : 0006512368
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

EDF exploite depuis 2009, à Vaires-sur-Marne, trois turbines à combustion (TAC) fonctionnant au fuel domestique. Les TAC sont des moyens de production dits de « pointe » et « d'extrême pointe » qui permettent, en cas de fort pic de consommation électrique, d'assurer la fourniture en électricité ainsi que la sécurité du réseau.

Ces installations sont notamment soumises à autorisation au titre des rubriques 1434, 3110 et 4734 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

L'établissement est classé « Seveso seuil bas » au titre de la rubrique 4734 pour son stockage de liquides inflammables (fioul domestique). L'établissement est également classé « IED » au titre de la rubrique 3110 pour ses installations de combustion.

Les activités de l'établissement sont encadrées par l'arrêté préfectoral n°09/DAIDD/1/IC/009 du 07/01/2009 complété par les arrêtés préfectoraux n°2017/DRIEE/UD77/062 du 28/06/2017 et n°2022/DRIEAT/UD77/088 du 25/07/2022

Dans le cadre d'une augmentation temporaire de ses heures de fonctionnement, le site a bénéficié d'un arrêté préfectoral temporaire n°2022-056/DCSE/BPE/IC du 22/12/2022 pour la période de décembre 2022 à décembre 2023.

Un porter-à-connaissance a été déposé le 18/09/2025 relatif au remplacement progressif du FOD par du GNR bioFree.

Thèmes de l'inspection :

- Air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;

- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Surveillance trimestrielle des rejets atmosphériques	AP Complémentaire du 25/07/2022, article 3.2.8.6	/	Demande d'action corrective	1 mois
2	Bilan annuel 2024 de la surveillance des rejets (air)	AP Complémentaire du 25/07/2022, article 10.2	/	Demande d'action corrective	1 mois
3	Suites - Bilan annuel 2023 et calcul CO	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	1 mois
4	Suites – Plan de gestion des	AP Complémentaire du 25/07/2022,	Avec suites, Demande de	Demande d'action corrective,	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	périodes OTNOC et détail des flux	article 5 de l'annexe	justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant	
5	Contrôle périodique des rejets atmosphériques	AP Complémentaire du 22/07/2022, article 3.2.8.2	/	Demande d'action corrective	12 mois
6	Conditions de surveillance des rejets atmosphériques	Arrêté Ministériel du 03/08/2018	/	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
7	Suites - Absence AST Poussières	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
8	Estimation des concentrations et retombées de polluants	AP Complémentaire du 29/03/2013, article 2	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a actualisé ses plans de gestion et mis à jour les différents documents relatifs aux tests qualité.

Il doit cependant vérifier les nouvelles dispositions de l'arrêté ministériel du 03/08/2018 qui reprennent désormais les prescriptions du BREF 2017.

L'exploitant devra veiller à transmettre les différents rapports et bilans dans les délais prescrits. La visite du local de télésurveillance du CETCO a permis à l'Inspection de constater la mise en place de consignes visant à déterminer rapidement les causes de dysfonctionnement dans le relevé des mesures en continu. Ce dispositif est mis en œuvre de manière centralisée pour l'ensemble des 13 TAC exploitées en régions de Bretagne et d'Île-de-France.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Surveillance trimestrielle des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/07/2022, article 3.2.8.6
Thème(s) : Risques chroniques, AIR – Transmission des résultats
Prescription contrôlée : Les résultats des mesures en continu sont transmis tous les trimestres à l'inspection des installations classées. Les résultats des mesures périodiques réalisées au titre de l'article 3.2.8.2 II sont transmis dans le mois qui suit leur transmission à l'exploitant. Les résultats sont éventuellement accompagnés de commentaires sur les causes de dépassement constaté ainsi que les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.
Constats : L'exploitant a transmis les bilans trimestriels de 2024 ainsi que les 3 premiers bilans trimestriels de 2025 avant la tenue de l'inspection. Les rapports trimestriels de 2025 sont datés de mai, août et octobre 2025, ils n'ont cependant été transmis qu'en novembre. L'Inspection rappelle à l'exploitant que la prescription stipule leur transmission trimestrielle dont le non-respect constitue une non-conformité. L'Inspection note pour les bilans 2024, que les unités de mesures des flux et concentrations ont été modifiées suite à la demande formulée lors de l'inspection précédente du 21/11/2024. Elle n'a pas de remarque à formuler sur les rapports. Concernant les rapports de 2025, certaines mesures n'ont pu être reportées suite à des soucis de communication avec l'outil de reporting Wex. Pour certaines mesures, l'exploitant a cependant indiqué les actions correctives réalisées pour récupérer les données. Pour celles marquées « indisponibles » (3 jours de mesures). L'exploitant a expliqué en séance que les données ont bien été visibles sur le panneau de contrôle temps réel mais n'ont pu être récupérées. Il n'a pas réussi à en déterminer la cause malgré ses investigations ni pu récupérer les données. L'Inspection rappelle à l'exploitant que la mention des anomalies et des actions correctives ou investigations réalisées doit figurer en fin de rapport afin de justifier de leur prise en compte.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Suite n°20251125-1 : Il est demandé à l'exploitant de veiller au respect de la fréquence de transmission des rapports trimestriels et d'informer l'Inspection de tout dépassement en concentration ou flux par mél mensuel et le cas échéant, à le mettre en exergue dans les conclusions des rapports trimestriels.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Bilan annuel 2024 de la surveillance des rejets (air)

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/07/2022, article 10.2
--

Thème(s) : Risques chroniques, AIR Bilan annuel
Prescription contrôlée : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, avant le 30 avril de l'année suivante, un bilan annuel de la surveillance et des opérations imposées par le présent arrêté concernant : <ul style="list-style-type: none"> • la surveillance des rejets atmosphériques et dans l'environnement ; • les résultats des procédures QAL 1 - 2 - 3 ; • la surveillance des prélèvements d'eau du réseau et des rejets aqueux ; • la gestion des déchets ; • la surveillance des eaux souterraines et des sols ; • les informations générales concernant la formation des opérateurs.
Constats : Le bilan annuel 2024 réalisé en mai 2025 n'a été transmis qu'en août 2025. L'Inspection rappelle à l'exploitant que la prescription impose la transmission du bilan annuel avant le 30 avril de l'année suivante. La transmission ultérieure constitue une non-conformité. Un seul dépassement VLE pour les « Sb, Cr, Co, Cu, Sn, Mn, Ni, V, Zn est constaté (5,42 mg/Nm3 pour une VLE de 5mg/Nm3 en période MT). L'exploitant indique avoir recensé le même dépassement sur les résultats des TAC de Montereau/Vernou en 2024. Il suspecte un problème lié au prélèvement manuel de l'échantillon. L'Inspection a vérifié les rapports de mesures périodiques de 2025, et n'a constaté aucun dépassement identique. Après vérification post-inspection, il s'avère que la mesure reprise dans le bilan concerne les mesures en période MT au lieu de la mesure en phase PMD.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Suite n°20251125-2 : L'exploitant veillera à transmettre le bilan annuel dans les délais prescrits. Suite n°20251125-3 : L'exploitant actualisera le bilan annuel en y mentionnant les résultats des mesures périodes réalisées en période PMD (correspondant au fonctionnement normal).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Suites - Bilan annuel 2023 et calcul CO

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6
Thème(s) : Risques chroniques, AIR

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 21/11/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 24/03/2025

Prescription contrôlée :

L'exploitant transmet également à l'inspection des installations classées, avant le 30 avril de l'année suivante, un bilan annuel de la surveillance et des opérations imposées par les dispositions de la section 1 du chapitre 6 du titre II et par les articles 31, 37, 48, 49, 51, 58 et 65 du présent arrêté.

Constats :**Rappel de la suite n°20241121-3 de l'inspection du 21/11/2024 :**

Il est demandé à l'exploitant la transmission de la note explicative de la révision du mode de calcul de l'émission de CO mesurée. Cette note doit être systématiquement mentionnée dans les rapports de synthèse périodiques.

L'exploitant doit également mettre à jour le bilan 2023 en intégrant les données manquantes pour le CO.

Dans sa réponse du 19/05/2025, l'exploitant a indiqué avoir conservé la méthode de calcul du CO mais a mis à jour sa formule pour prendre en compte l'intervalle de confiance à 95 % (IC95%). Il indique soustraire 10 % de la VLE CO (8,5mg) aux mesures CO (QAL2) via son logiciel Wex et selon un pas de 10 secondes. Il fournit un tableau justifiant l'impact de cette formule sur les mesures horaires de mars 2025

Dans les relevés trimestriels 2025 transmis, les données corrigées au pas de 10 secondes sont visibles.

L'inspection prend acte et valide la mise à jour de la méthode de calcul du CO.

Lors de la visite du local de supervision du CETCO, il a été indiqué que les mesures transmises à Wex tenait compte de l'intervalle de confiance

Concernant l'absence du CO dans les émissions annuelles (normales et OTNOC) du bilan annuel 2023, l'exploitant fait référence à l'annexe II de l'AM du 31/01/2008 qui indique que la déclaration du CO n'est obligatoire que si celui-ci dépasse le seuil de 500t (or les émissions de monoxyde de carbone sont de 28t en 2023 et 18t en 2024).

Après analyse des textes post inspection, il ressort que la déclaration GEREPE relève de l'article 10-1 de l'APC du 25/07/2022 et répond bien aux prescriptions de l'annexe II de l'AM du 31/01/2008.

Cependant, le bilan annuel demandé relève de l'article 10-2 du même arrêté qui impose un bilan annuel de la surveillance des rejets atmosphériques, ce qui inclut la déclaration des émissions de monoxyde de carbone (en flux et concentration) et la vérification du respect de leurs VLE.

L'exploitant doit actualiser ses deux derniers bilans en y indiquant les relevés annuels des mesures du monoxyde de carbone (CO).

=> La suite n°20241121-3 de l'inspection du 21/11/2024 est maintenue.

L'inspection des installations classées profite de cette fiche combustion pour confirmer que l'exploitant se trouve dans le cas C défini à la section 6.2.1 de la norme XP X43-132.

En effet, le cas C s'applique pour les installations de combustion soumises au QAL2 et fonctionnant moins de 500 heures par an, ce qui est le cas des installations EDF CETAC de Vernou-la-Celle-sur-Seine (EDF Montereau), et prévoit 5 mesurages répartis sur un jour.

Dans le cas C, si le type d'AMS ne permet pas l'utilisation de matériau de référence et si les mesures sont inférieures à 20 % de la VLE_{ref} , il est adopté une fonction d'étalonnage $y = x$ jusqu'à 30 % de la VLE_{ref} .

Dans le cas C, le QAL2 peut être réalisé avec cinq mesurages parallèles AMS/SRM au lieu de 15. Dans ce cas, il n'est pas imposé de répartir les 5 mesurages sur 3 jours. La fonction d'étalonnage est déterminée en prenant en compte les moyennes des mesures obtenues lors des injections de gaz pour étalonnage respectivement au zéro et en concentration.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Suites – Plan de gestion des périodes OTNOC et détail des flux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/07/2022, article 5 de l'annexe

Thème(s) : Risques chroniques, IED - MTD

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 21/11/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 24/05/2025

Prescription contrôlée :

[...]

Article 2.1.7 Gestion des périodes autres que les périodes normales de fonctionnement

Les périodes autres que les périodes normales de fonctionnement (OTNOC) sont définies comme :

- les périodes de démarrage et d'arrêt visées à l'article 14 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 susvisé.
- les périodes de panne ou de dysfonctionnement d'un dispositif de réduction des émissions visées à l'article 16 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 susvisé.

L'exploitant dispose d'une procédure d'exploitation relative à la conduite à tenir en cas de panne ou de dysfonctionnement des dispositifs de réduction des émissions.

L'exploitant est tenu d'établir au plus tard le 17 août 2021 un plan de gestion de ces périodes OTNOC contenant :

- la conception appropriée des systèmes censés jouer un rôle dans les OTNOC susceptibles d'avoir

une incidence sur les émissions dans l'air, l'eau ou le sol (par exemple types de conception à faible charge afin de réduire les charges minimales de démarrage et d'arrêt en vue d'une production stable des turbines à combustion),

- l'établissement et la mise en œuvre d'un plan de maintenance préventive spécifique pour ces systèmes,

- une vérification et un relevé des émissions causées par des OTNOC et les circonstances associées, et la mise en œuvre des mesures correctives si nécessaire,

- une évaluation périodique des émissions globales lors des OTNOC (par exemple fréquence des événements, durée, quantification/estimation des émissions) et la mise en œuvre des mesures correctives si nécessaire.

Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Rappel de la suite n°20241121-4 de l'inspection du 21/11/2024 :

L'exploitant transmettra à l'Inspection, le plan de gestion OTNOC actualisé avec le détail des calculs des flux.

L'exploitant a transmis le plan actualisé dans sa réponse du 19/05/2025.

=> La suite n°20241121-4 de l'inspection du 21/11/2024 est levée.

Tout comme cela a été indiqué lors de l'inspection du 18/11/2025 sur le site EDF TAC de Vernou-la-Celle-sur-Seine, l'Inspection demande à l'exploitant de se conformer au BREF de l'AM 2018 en :

- justifiant l'utilisation des facteurs OMINEA pour calculer les flux (en et hors période OTNOC) au lieu des résultats d'analyse

- en détaillant le calcul et les mesures selon les périodes (normal ou otnoc)

- en expliquant comment il s'assure de l'absence de dérive avec OMINEA par rapport à l'utilisation de valeurs mesurées (par exemple si des mesures sont réalisées à une fréquence définie pour servir de référence, ...).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Suite n°20251125-4 :

Afin de démontrer la conformité de la méthode de surveillance des périodes OTNOC vis à vis des dispositions de l'article 30-1 de l'arrêté ministériel du 03 août 2018 [NOR : TREP1726535A], il conviendra que l'exploitant définisse les caractéristiques d'une procédure DEM/ARR typique (par exemple, durée de montée en charge, débit d'injection de combustible, ou plus généralement, tout élément pertinent permettant de justifier de la reproductibilité des résultats de mesure pour les autres périodes de démarrage et d'arrêt de l'installation sur l'année calendaire considérée).

Il est demandé à l'exploitant d'effectuer une mesure précise de ses périodes démarrage/arrêt afin d'avoir un élément de comparaison pour son suivi des périodes OTNOC.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Contrôle périodique des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/07/2022, article 3.2.8.2
Thème(s) : Risques chroniques, AIR - Mesures périodiques annuelles
Prescription contrôlée : II. - L'exploitant fait effectuer, au moins une fois par an, les mesures des paramètres visés aux articles 3.2.4 (concentrations) et 3.2.6 (flux horaires) du présent arrêté par un organisme agréé par le ministre chargé des installations classées, ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA). Ce contrôle périodique réglementaire des émissions peut être fait en même temps que le test annuel de surveillance des appareils de mesure en continu. Les mesures périodiques s'effectuent à la charge nominale de l'installation et au minimum technique (MT), soit 68 % de la charge nominale les TAC 1 et 3 et 70 % de la charge nominale la TAC 2, après une période de stabilisation du régime de fonctionnement. La durée des mesures sera d'au moins une demi-heure, et chaque mesure sera répétée au moins trois fois.
Constats : Les rapports de 2025 sont datés du 11/06/2025 (<i>transmis à l'exploitant le 05/08/25 d'après bilan trim2</i>) mais n'ont été transmis que le 19/11/2025 à l'Inspection. => L'exploitant doit respecter la prescription de l'article 3.2.8.6 de l'AP qui stipule leur envoi dans le mois suivant leur réception. Le non-respect de cette prescription constitue une non-conformité. En séance, l'Inspection a pu constater le respect des mesures effectuées en périodes MT et PMD ainsi que la réalisation de 3 mesures minimales des polluants pour chaque période.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <u>Suite n°20251125-5 :</u> L'exploitant veillera à transmettre les rapports de mesures périodiques dans les délais prescrits.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 12 mois

N° 6 : Conditions de surveillance des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/07/2022, Article 3.2.8.3
Thème(s) : Risques chroniques, AIR - Mesures en continu
Prescription contrôlée : <u>Article 3.2.8.3 AP 25/07/2022</u> I. - Les appareils de mesure en continu sont exploités selon les normes NF EN ISO 14956 (version

de décembre 2002 ou versions ultérieures) et NF EN 14181 (version d'octobre 2004 ou versions ultérieures) et FD X 43-132 (version 2017 ou ultérieure) réputées garantir le respect des exigences réglementaires définies dans le présent arrêté. Ils appliquent en particulier les procédures d'assurance qualité (QAL 1, QAL 2 et QAL 3) et une vérification annuelle (AST).

Les appareils de mesure sont évalués selon la procédure QAL 1 et choisis pour leur aptitude au mesurage dans les étendues et incertitudes fixées. Ils sont étalonnés en place selon la procédure QAL 2 et l'absence de dérive est contrôlée par les procédures QAL 3 et AST.

Pour les appareils déjà installés sur site, pour lesquels une évaluation n'a pas encore été faite ou pour lesquels la mesure de composants n'a pas encore été évaluée, l'incertitude sur les valeurs mesurées peut être considérée transitoirement comme satisfaisante si les étapes QAL 2 et QAL 3 conduisent à des résultats satisfaisants.

II. - Les mesures périodiques des émissions de polluants s'effectuent selon les dispositions fixées par l'arrêté du 11 mars 2010 portant modalités d'agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère.

Les mesures sont réalisées conformément aux normes mentionnées dans l'avis du 30 décembre 2020 du ministère de la Transition Écologique sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement.

III. - Les valeurs des intervalles de confiance à 95 % d'un seul résultat mesuré ne dépassent pas les pourcentages suivants des valeurs limites d'émission :

- CO : 10 %
- NOx : 20 %
- SO₂ : 20 %
- poussières : 30 %

Constats :

Les rapports qualité ont été transmis par l'exploitant :

- AST pour TAC1 (du 18/03/25)
- AST pour TAC2 (20/03/25)
- QAL2 pour TAC3 (25/03/25)

Aucune remarque n'est à signaler sur le contenu des rapports. L'inspection constate cependant que le QAL2 de la TAC3 a été réalisé 4 ans après le dernier QAL2. L'exploitant va réfléchir à indiquer la date du dernier QAL2 sur les rapports afin d'en assurer un meilleur suivi.

Concernant les attestations QAL1 transmises et relatives aux opacimètres , l'Inspection rappelle qu'elles doivent être conformes à leur référencement dans l'AMS (l'indication mentionne l'ancien site EDF de Porcheville). L'exploitant précise que l'ensemble des 13 opacimètres sont des équipements identiques et qu'il va mettre à jour les fiches QAL1 et vérifier leur référencement dans les documents QAL/AMS.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Suite n°20251125-6 :

L'exploitant vérifiera le bon référencement des QAL1 des équipements et actualisera les fiches concernées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Suites - Absence AST Poussières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31
Thème(s) : Risques chroniques, AIR – Mesure en continu
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 21/11/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 24/05/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. Les appareils de mesure en continu sont exploités selon les normes NF EN ISO 14956 (version de décembre 2002 ou versions ultérieures), NF EN 14181 (version d'octobre 2014 ou versions ultérieures) et FD X 43-132 (version 2017 ou ultérieure), réputées garantir le respect des exigences réglementaires définies dans le présent arrêté. Ils appliquent en particulier les procédures d'assurance qualité (QAL1, QAL 2 et QAL3) et une vérification annuelle (AST).</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Rappel de la suite n°20241121-6 de l'inspection du 21/11/2024 :</u> <i>L'exploitant doit transmettre un justificatif établi par l'organisme de contrôle attestant de l'impossibilité à caractériser le QAL2 ou l'AST pour les poussières de chaque TAC. Ce justificatif doit être intégré dans les rapports de surveillance annuels.</i></p> <p>Dans sa réponse du 19/05/2025, l'exploitant a indiqué que la justification se trouvait dans le point « élargissement des domaines de validité » des rapports AST/QAL2 .</p> <p>En séance, l'exploitant indique que les concentrations en poussières mesurées pour les deux combustibles restent faibles (inférieures à 5 mg/Nm³) et qu'aucun matériau de référence n'existe pour la calibration des opacimètres.</p> <p>Il cite également une note de l'Ineris (Réf DRC-19-168319-00008B) de 2016 qui stipule que pour des concentrations inférieures à 5 mg/Nm³, une droite d'étalonnage ne peut pas être établie et qu'en conséquence, il n'est pas possible de réaliser un QAL2 ni un AST sur les poussières dans de telles conditions d'exploitation.</p> <p>L'inspection prend acte de cette justification et l'accepte.</p> <p>=> La suite n°20241121-6 de l'inspection du 21/11/2024 est levée.</p>
Type de suites proposées : Sans suites

N° 8 : Estimation des concentrations et retombées de polluants (bilan environnemental)

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 29/03/2013, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Programme de surveillance de la qualité de l'air

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 21/11/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 24/03/2025

Prescription contrôlée :

La société EDF est tenue de réaliser une étude relative à la mise en œuvre d'un programme de surveillance de la qualité de l'air ou des retombées des poussières dans l'environnement pour son site de VAIRES-SUR-MARNE pour les paramètres pour lesquels les valeurs suivantes sont dépassées :

[...]

La proposition du programme de surveillance dans l'environnement des rejets atmosphériques devra définir notamment le périmètre de la zone de surveillance en s'appuyant sur :

- l'analyse statistique des données météorologiques locales ;
- la configuration du site et l'environnement du site ;
- les caractéristiques des émissions atmosphériques (émissions canalisées et diffuses)
- l'estimation des concentrations dans l'air ambiant et des retombées des polluants dus à l'installation sur la base d'une étude de dispersion;
- la topographie locale ;

[...]

Constats :

Rappel de la suite n°20241121-5 de l'inspection du 21/11/2024 :

L'exploitant transmettra le rapport de synthèse global du programme de surveillance prévu.

Dans sa réponse du 19/05/2025, l'exploitant a indiqué que la synthèse globale était présente dans le deuxième rapport de la campagne (C2).

En séance, l'exploitant a affiché le paragraphe du rapport C2 récapitulant la synthèse de l'ensemble de la campagne et concluant à l'absence d'impact.

=> La suite n°20241121-5 de l'inspection du 21/11/2024 est levée.

Type de suites proposées : Sans suite